

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 17 JUILLET 2006 N° 328 PRIX 0,60 Euro



CÔTE D'IVOIRE

LA RÉALITÉ SOCIALE

DERRIÈRE LE RIDEAU DE FUMÉE

SOMMAIRE AU VESRO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 5
Côte d'Ivoire
- Audiences foraines
à guichet séparé:
porte ouverte aux
injustices
- Malgré les
discours, la fin de
la guerre n'est pas à
l'horizon (p. 6)

Page 8
Mali: nouvelle
rébellion touarègue

Page 11
Grève au chemin de
fer Dakar/Bamako

Page 13
Les dictateurs afri-
cains face au cas
Habré

Page 16
Non aux expulsions !
Oui à la régularisa-
tion de tous les sans
papiers !

ABONNEMENT
FRANCE:

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait
uniquement en espèces
ou en timbres-poste
courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**LA REALITÉ SOCIALE
DERRIÈRE LE RIDEAU DE FUMÉE**

La vie n'a jamais été facile pour ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, mais tous constatent qu'elle devient toujours plus difficile. Combien de travailleurs ne savent pas, en se réveillant le matin, s'ils trouveront un travail dans la journée ? Combien ne savent pas comment ils se procureront de quoi s'acheter ne serait-ce qu'un seul repas ? Même pour ceux qui ont un salaire, l'existence est une lutte quotidienne, avec les prix qui augmentent, la nourriture, le logement, la scolarisation des enfants, tout. Et pour tous, une maladie est une catastrophe, comme l'est la vieillesse.

Tous constatent aussi que l'action du gouvernement ne contribue en rien à alléger le sort des classes populaires. Tout ce qui est ou devrait être du ressort de l'Etat est dans une situation exécrable. Les quartiers populaires se transforment en cloaques à la moindre pluie. Les infrastructures pour la distribution d'eau ou d'électricité, comme les routes, se détériorent faute de travaux d'entretien. Les hôpitaux publics sont dans un état scandaleux au point qu'il y a bien des raisons de craindre, en y rentrant, que si l'on est guéri d'une maladie, on en attrape une autre. Même situation à l'Education nationale. Quelle peut être la qualité de l'enseignement dans des classes surchargées même avec la meilleure volonté de l'enseignant ? D'où la multiplication des écoles privées, dont la plupart ne dispensent pas un enseignement plus correct et ne sont pas créées pour cela, mais pour rapporter de l'argent à leurs fondateurs qui escroquent littéralement les familles pauvres qui font des sacrifices pour qu'au moins leurs enfants s'en sortent.

Voilà la situation dans les villes. Et chacun sait que le sort de la population pauvre des campagnes est souvent pire.

Ces défaillances de l'Etat dans les tâches qui

devraient être les siennes sont autant de coups contre les classes pauvres déjà exploitées par leurs patrons pour ce qui est des salariés et volées de différentes manières pour ce qui est des petits marchands ou des petits paysans - sans même parler des rackets permanents des corps habillés. Les riches, eux, en subissent un peu les conséquences, mais pour se soigner, ils ont les cliniques privées et ils ont les moyens d'envoyer leurs rejetons dans les écoles à l'étranger.

Et on sait aussi que dans les secteurs dont l'Etat est directement le patron, les salaires ne sont pas convenables pour les instituteurs, pour les enseignants, pour le personnel des hôpitaux publics. Les enseignants ont dû reprendre le travail après trois mois de grève sans avoir rien obtenu. «Ce n'est pas le moment» - leur a-t-on dit.

Pourquoi ce n'est pas le moment ? A cette question la réponse, formulée, matraquée ou seulement sous-entendue, est l'état de guerre. Oui, l'état de guerre coûte cher à la société en désorganisation, en recul de la production, en perturbation des échanges, sans même parler des aspects militaires, des vies humaines, des destructions, des dépenses d'armement. Mais cela n'explique pas tout.

Car enfin, au moment où «ce n'était pas le moment» pour les salaires des enseignants, cela l'était pour le salaire des députés. Pendant qu'il n'y a pas d'argent pour les infirmières des hôpitaux publics ou pour les instituteurs, au sommet de l'Etat, à la direction des ministères ou des grandes administrations, les salaires déjà élevés sont complétés par des magouilles qui se chiffrent en dizaines ou centaines de millions, par les revenus de la corruption, par le bradage des biens de l'Etat au profit des amis, par le vol à grande échelle de la part de tous ceux qui détiennent une position d'autorité assez élevée pour le permettre.

Mais il y a encore autre chose que la corruption et le vol qui restent quand même illégaux, même s'ils sont pratiqués par les plus hautes autorités.

«Notre Voie» du 12 juillet publie une interview de Diby Charles, le ministre de l'économie, destinée à «rassurer le patronat français», comme dit le titre. Le ministre se flatte des «très bonnes relations» que son gouvernement entretient avec le secteur privé. «A titre d'exemple» - affirme-t-il - «depuis le début de l'année, 100 milliards de FCFA ont été injectés dans le circuit financier au bénéfice du secteur privé.»

Cent milliards ! Combien d'écoles, combien de dispensaires on aurait pu construire avec cette somme ? A combien d'infirmières ou d'instituteurs on aurait pu payer un salaire meilleur ? Combien de médicaments on aurait pu mettre à la disposition des hôpitaux publics afin qu'on soigne un peu mieux ceux qui n'ont pas d'argent pour en acheter ? Combien de quartiers populaires on aurait pu assainir ? Et consacrer de l'argent à assainir les quartiers populaires, à y construire des canalisations ou à y améliorer l'état des routes; on aurait pu, de plus, créer des milliers d'emplois utiles pour ceux qui ne trouvent pas de travail; construire des dispensaires ou des écoles pour assurer un salaire à des milliers de travailleurs du bâtiment.

Toute la société y aurait gagné car les salaires supplémentaires auraient animé le commerce des petits marchands. Eh bien, ce n'est pas le choix qu'a fait le gouvernement. Il a choisi de donner cette somme aux capitalistes du privé, aux patrons ivoiriens, français ou libanais, pour les «encourager» à poursuivre ou à reprendre leurs activités, c'est-à-dire, à gagner de l'argent sur le dos de la population travailleuse.

L'Etat manque d'argent à cause de la coupure du pays ? Mais il fait le choix, consciemment, d'utiliser l'argent qu'il a, à aider le patronat, à aider les plus riches, ce qui signifie sacrifier les plus pauvres. Et il n'y a pas que cela. Dans la même interview, Diby Charles promet aux patrons «qu'il n'y aura pas de harcèlement fiscal» et promet: «Si un agent se montre indélicat, il sera châtié pour donner l'exemple... Il faut s'envelopper d'un code éthique.» Qu'en termes respectueux ces choses-là sont dites ! Quand les ministres s'adressent aux classes laborieuses, leurs mots suent le mépris. Quand ils s'adressent aux patrons, ils suent l'obséquiosité.

Et ce n'est pas qu'une question de mots. Car lorsque le gouvernement est tolérant à l'égard des patrons, lorsqu'il ne les oblige même pas à payer ce qu'ils doivent à l'Etat, c'est autant d'argent en moins pour les dépenses indispensables pour améliorer les services utiles à la majorité de la population.

On voit bien que l'état de guerre n'a rien à voir avec l'affaire. Pourquoi ce serait aux pauvres et à eux seuls, de faire tous les sacrifices que la guerre entraîne ? Pourquoi pas imposer les sacrifices aux plus riches en augmentant leurs impôts ? La guerre, cette même guerre, qui est un drame pour la majorité de la population, est au contraire, une source d'enrichissement pour beaucoup de gros négociants et trafiquants en tout genre.

Gbagbo et les siens ne sont peut-être pas pires que ne l'ont été Bédié ou Ouattara. Mais ils ne sont pas meilleurs non plus. Le FPI,

comme son chef, se disaient socialistes lorsqu'ils étaient dans l'opposition, c'est-à-dire, un peu plus en faveur des travailleurs et des pauvres que leurs rivaux. Mais depuis qu'ils sont au gouvernement, on constate que c'est aux patrons qu'ils cherchent à plaire, aux plus riches quitte à piétiner les autres. Les cadres du FPI devenus dignitaires ou notables ont gagné avec l'accession de Gbagbo au pouvoir.

Mais les travailleurs, les pauvres, qu'est-ce qu'ils y ont gagné ? C'est cette réalité là, cette volonté de servir les intérêts du patronat et des riches au détriment des travailleurs et de la majorité de la population que le pouvoir actuel cherche à dissimuler, en évoquant l'état de guerre, en brandissant la menace des «assailants» et, bien pire encore, en diffusant le poison de l'ethnisme.

Il ne faut pas que les travailleurs se laissent avoir. Il faut qu'ils comprennent la réalité derrière le rideau de fumée. Le pays n'est peut-être pas très riche, pas autant en tout cas que les pays impérialistes dont la France qui l'a si longtemps pillé sous l'ordre colonial et qui continue à le piller avec l'accord voire, à l'invitation des gouvernements, sous Gbagbo aussi bien que sous ses prédécesseurs. Mais la richesse qu'il y a, on pourrait, on devrait l'utiliser différemment, la répartir différemment, afin que tout le monde y ait sa part et avant tout, ceux qui la créent, en travaillant dans les usines, dans les commerces ou dans les champs : les travailleurs des villes et des campagnes.

CÔTE D'IVOIRE**AUDIENCES FORAINES À GUICHET SÉPARÉ
LA PORTE OUVERTE AUX INJUSTICES**

Les audiences foraines censées permettre à plus de 4 millions de personnes d'être identifiées afin d'avoir une pièce d'identité, ont démarré le 13 juillet. Cette première vague concerne d'abord 150 localités à travers tous le pays.

Après plusieurs tractations, le gouvernement a décidé que pour une même opération, la population va être scindée en deux groupes distincts avec deux guichets séparés. Pour camoufler cette histoire de deux guichets, ils l'ont répartie sur les 5 jours de la semaine. Les trois premiers jours seront consacrés aux gens dits «nationaux» et, les deux derniers jours aux gens dits «étrangers».

Avec cette manière de faire, ce gouvernement dit de «réconciliation» ne fera qu'approfondir la fracture car cette question d'identité est l'une des raisons de la guerre qui déchire ce pays depuis 2002.

C'est d'ailleurs sous le règne de Bédié que fut inventée cette opération appelée «Ivoirité» qui faisait d'une partie des Ivoiriens, les «vrais», et d'une autre partie, des Ivoiriens de «circonstance». Conséquence, les gens soupçonnés d'être des non-Ivoiriens étaient traqués partout et, ils ont eu leur pièce d'identité arrachée par les agents de sécurité. Et depuis, la division, la fracture, les injustices n'ont cessé de s'aggraver.

C'est à ces hommes et femmes transformés de force en des «sans papier», que s'est ajoutée la vague des enfants qui, depuis 1998 jusqu'aujourd'hui, ont successivement atteint l'âge d'avoir une pièce

d'identité. Ces jeunes demandeurs de papier d'identité sont tous nés sur le sol ivoirien. D'autres sont des enfants des parents eux-mêmes nés ici. Souvent même des enfants d'une deuxième ou troisième génération. Ce sont à ces jeunes pourtant tous nés ivoiriens, qu'on veut contester la nationalité ivoirienne.

Faire des jours différents pour une même opération est une manière de pousser à s'autoexclure ceux qui ne sont pas sûrs de leur nationalité, ceux qui hésitent, ceux pour qui la «nationalité» au sens de «l'ivoirité» n'a même aucun sens car ils ne connaissent que leur région. Cette décision aura aussi pour conséquence d'aggraver encore plus les divisions, les pressions ethniques déjà existantes. Mais surtout de livrer ouvertement ces hommes à des actes de violence que projettent les «patriotes».

N'oublions pas que les jeunes «patriotes» avaient déjà donné le ton dans la commune de Port-Bouët pendant la phase d'essai. Ce jour, une horde de jeunes très excités, avaient menacé des gens, sous prétexte qu'ils les connaissaient comme étrangers et qu'ils étaient opposés à leur identification. Les dirigeants du FPI appellent ouvertement à surveiller les audiences foraines. C'est une façon de mobiliser leurs militants pour que ceux qui sont dans la queue d'attente, «craquent» avant même de passer devant le juge et n'osent pas s'inscrire comme ivoiriens. C'est abject ! Et c'est vraiment une façon d'aggraver les conflits ethniques et préparer des affrontements plus graves, catastrophiques pour tous.

CÔTE D'IVOIRE

**MALGRÉ LES DISCOURS, LA FIN DE LA GUERRE
N'EST PAS À L'HORIZON ET ENCORE MOINS
LA PAIX POUR LES CLASSES POPULAIRES**

Pendant une semaine, le premier ministre Konan Banny a sillonné les départements de l'Ouest, zone «loyale» comme zone «rebelle», passant de Biankouma à Man, de Bangolo à Bloléquin pour finir à Guiglo et à Duékoué. Il a intitulé son convoi «train de la paix». «La guerre est finie. L'heure est maintenant à la paix» répétait-il de discours en discours. Mais à en juger par ce que la presse rapporte de l'accueil qui lui a été fait, chaque étape fournissait au contraire une illustration des tensions, des contentieux, des frustrations alimentées notamment par des conflits pour la terre. Chaque étape a mis surtout en évidence les dégâts, physiques et moraux, du conflit en cours, de la montée de l'ethnisme, du parti pris des notables engagés dans un camp ou dans l'autre. Ce qui, dans d'autres régions, tient de la guerre de position entre l'armée officielle et les «Forces nouvelles», sans que les relations entre communautés soient détériorées de façon irrémédiable, se transforme dans cette région frontalière bien souvent en affrontements armés où les incursions violentes et les tueries perpétrées par les uns servent de justification aux autres pour se venger de la même manière. Et en écho aux discours lénifiants de Banny répondaient bien souvent les paroles guerrières des notables, engagés du côté du gouvernement ou des Forces nouvelles, énumérant le nombre des victimes et criant vengeance.

Que, dans cette région comme dans les autres, la grande majorité de la population ait assez de la guerre, assez des villages détruits, assez de laisser en friche les champs de crainte d'être tués lors d'une incursion armée, est une évidence. Mais la population subit.

L'action est le fait de milices armées et ce sont les notables qui se font leurs porte-parole qu'on entend.

Le 19 septembre prochain, la Côte d'Ivoire aura bouclé ses quatre ans de crise mais rien ne dit que le dernier en date des dits processus de paix, celui qui devrait déboucher sur des élections en octobre, soit celui qui mette fin à la coupure du pays en deux. Tout indique même le contraire.

Il y a pourtant du monde qui s'agite autour de la Côte d'Ivoire, de l'Union Africaine à l'ONU. Des conciliabules succèdent aux conciliabules, des accords aux accords, aussitôt signés, aussitôt mis au placard. Le GTI, le Groupe de Travail International a même établi une chronologie de «sortie de crise» en sa réunion du mois de juin. Mais qui respectera une quelconque chronologie ? Qui respecte le GTI ?

Sous la pression de la diplomatie internationale, une nouvelle procédure a été lancée, commençant par l'établissement de listes électorales un peu plus objectives que celles établies par Gbagbo et que ses adversaires Bédié et Ouattara ont toutes les raisons de suspecter d'avoir été dressées pour assurer la victoire du président en place. Mais les audiences foraines, censées démarrer la procédure, n'ont même pas encore commencé, que la manière de s'y prendre devient elle-même objet de conflit.

La dite diplomatie internationale, représentée par des chefs d'Etat africains aussi peu démocratiques les uns que les autres envers leurs peuples et derrière elle, les grandes puissances dont la

France, s'accommoderaient de n'importe lequel des trois prétendants. Ils les connaissent tous les trois : Bédié, l'ancien président, Gbagbo, l'actuel, Ouattara, l'ancien premier ministre sans parler de Konan Banny qui peut prendre goût à l'ambition présidentielle. Mais voilà, sans même compter ce dernier, ils sont trois, avec leurs clientèles de notables, leurs bases ethniques, leurs appareils politiques et leurs milices. Ils sont trois - et aucun d'entre eux n'a l'intention de s'effacer devant les deux autres. Et depuis le temps que dure la rivalité, il ne s'agit plus seulement d'ambitions personnelles opposées. Il s'agit d'intérêts et de clans. Trop d'intérêts en jeu et trop de notables, des députés aux maires, en passant par les directeurs des institutions étatiques dont la position sociale et les possibilités d'enrichissement dépendent de qui va gagner.

Mais le fond du problème n'est même pas dans cette rivalité - bien qu'elle soit à l'origine du problème et un de ses principaux facteurs aggravant. Des clans, rivaux pour le pouvoir, bien d'autres pays d'Afrique en connaissent, sinon tous. (Même lorsque cela ne se voit pas, masqué par la dictature). La gravité de la situation, du point de vue des dirigeants de ce monde, c'est que l'appareil d'Etat lui-même, et son noyau, l'armée, ont éclaté dans cette affaire. Il n'y a pas un Etat en Côte d'Ivoire, il y en a deux qui se combattent, sans que l'un parvienne à l'emporter sur l'autre, sans même que les grandes puissances puissent savoir lequel des deux peut l'emporter.

Dans son discours de Man, Banny a lancé aux Manois que, pour hâter la paix, ils ont «le devoir de refuser» de coopérer avec «toute personne qui n'est pas militaire» ou toute organisation «qui n'est pas l'armée». Mais quelle armée, justement ? Celle d'Abidjan ou celle de Bouaké ?

Lorsque des voix s'élèvent du côté de la classe privilégiée, du côté des Chambres de Commerce ou du patronat pour souhaiter la fin de la guerre, on peut les croire. Oh, ce n'est pas que les dégâts catastrophiques de l'état de guerre pour les classes populaires les préoccupent. Mais à part pour la frange de trafiquants qui s'enrichissent de la guerre elle-même, l'état de guerre, l'insécurité et la coupure du pays en deux, sont préjudiciables aux affaires. Mais comment réunifier les deux morceaux coupés de l'appareil d'Etat ?

Depuis les accords de Marcoussis, la solution proposée est d'organiser de nouvelles élections, dans l'espoir que l'homme élu, fort de sa légitimité, aura les moyens politiques de rétablir l'unité de l'Etat, à condition que les élections ne se déroulent pas dans des «conditions calamiteuses» pour reprendre l'expression de Gbagbo. Ce qui n'est d'ailleurs pas automatique : encore faut-il que, quel que soit l'élu, son élection soit acceptée par les deux parties séparées de l'appareil d'Etat.

Mais surtout, il faut déjà que les élections puissent avoir lieu. Si les audiences foraines, qui n'en constituent que le prologue, et leur organisation sont objet de conflits, c'est que les deux camps, celui de Gbagbo et celui, momentanément associés de Bédié et de Ouattara, ont des raisons de penser que les élections se jouent dans l'établissement des listes électorales. Si le FPI continue à mettre en avant la nécessité de désarmer d'abord, c'est que le camp loyaliste aurait alors le contrôle des listes électorales. Et c'est pour des raisons symétriques que les «rebelles» n'ont pas la naïveté de désarmer avant que les élections se déroulent. Et au petit jeu des conflits à chaque étape du processus électoral, il apparaît de moins en moins vraisemblable que les délais prévus par la diplomatie internationale puissent être tenus.

On ne peut pas oublier par ailleurs l'aspect matériel de la scission de l'armée à l'époque : l'équipement et surtout, les salaires. Si les grandes puissances avaient mis la main à la poche à temps pour augmenter le financement de l'armée, elles auraient peut être pu en empêcher la dislocation. Il n'est pas dit que ce moyen soit encore suffisant après quatre ans de séparation. Mais de toute façon, les grandes puissances prodiguent plus facilement des conseils qu'elles n'augmentent leurs contributions financières, de crainte de surcroît que cela soit à fonds perdus. La France, principale concernée, préfère financer la présence de sa propre armée même si celle-ci est d'autant moins en situation de rétablir l'unité de l'Etat qu'elle apparaît pour ce qu'elle est : une armée d'occupation dont la seule raison de la présence est la défense des intérêts de l'impérialisme français.

Nulle ne peut donc prévoir si le rétablissement de l'unité de l'Etat sortira du processus en cours ou si ceci n'est que la dernière en date des tentatives ratées. De toute façon, même si son unité est rétablie, cet Etat sera aussi oppresseur

pour les classes populaires qu'il l'a toujours été dans le passé. Ceux qui présentent la « réconciliation » entre les deux camps comme la promesse d'un avenir heureux, sont des marchands d'illusions. Unifié ou pas, l'Etat sera toujours un instrument des possédants pour défendre l'ordre social et donc, pour tenir les classes populaires. Et les corps habillés, membres d'une armée unifiée ou pas, continueront à racketter la population.

Malheureusement, il n'est même pas dit que la réunification signifie la paix. Les clans politiques rivaux ont accumulé tant de matériaux explosifs, ont tant monté les communautés les unes contre les autres, tant armé les milices que, même si la guerre entre les deux parties de l'Etat s'arrête, rien ne garantit que la guerre dans la population, la guerre contre la population, s'arrête à son tour. Mais cette guerre-là, celle qui fait le plus de victimes dans les classes populaires, ne préoccupe pas plus les grandes puissances que la classe privilégiée d'ici, du moment qu'il y a un «Etat légitime», et du moment surtout que les affaires peuvent reprendre.

M A L I

UNE NOUVELLE RÉBELLION TOUARÈGUE

Le 23 mai dernier, trois camps militaires maliens (deux à Kidal et un à Ménaka, situés dans l'Est) ont été attaqués par des "rebelles touaregs" selon la terminologie des autorités maliennes. La presse qui fait état de ces attaques n'a donné aucune information concernant le nombre de morts ou de blessés. Il semblerait que ces attaques ont été menées par plusieurs officiers touaregs de l'armée malienne. Regroupés au sein d'une organisation politique baptisée Alliance pour la démocratie et le changement (ADC), ils réclament l'autonomie des trois régions situées au nord du Mali:

Kidal, Gao et Tombouctou.

Ce n'est pas la première fois qu'une rébellion touarègue éclate au Mali. Au début des années 1990, des attaques similaires avaient eu lieu. Mais un accord de paix avait été signé en 1992 à Tamanrasset, en Algérie. Les autorités maliennes avaient obtenu le désarmement de la rébellion en échange de l'intégration de ses chefs militaires dans l'armée malienne en tant qu'officiers ainsi que celles de leurs partisans à titre de soldats. Les dirigeants maliens se disaient à l'époque que le fait d'intégrer les

dirigeants touaregs dans l'armée nationale et en leur donnant quelques postes lucratifs, ils



Réconciliation à Alger des
représentants du pouvoir
et des rebelles

allaient les amadouer tout en ayant un œil sur eux dans les casernes. Mais ce sont ces mêmes officiers qui seraient, semble-t-il, à l'origine de ces dernières attaques.

De nouvelles négociations menées sous l'égide d'Alger ont abouti à de nouveaux accords de paix signés le 3 juillet dernier entre le général Kafougouna Koné, ministre de l'administration territoriale du Mali et Ahmed Ag Bibe, représentant de l'ADC. Ce dernier aurait reconnu "l'unité territoriale malienne" tandis que le gouvernement malien se serait engagé à "accélérer le développement des trois régions du nord du Mali". Une amnistie générale aurait été conclue à la suite de ce nouvel accord. Après quoi le représentant de l'ADC a déclaré: "Le Mali ne sera jamais le Congo, la Côte d'Ivoire ou encore la Somalie". On verra jusqu'à quand durera cette "paix". Mais il n'y a pas d'illusion à se faire ni dans les paroles des dirigeants de l'Etat malien ni dans celles des dirigeants de la

rébellion.

Le Mali n'est pas le seul pays à être touché par la question relative au peuple touareg. Celui-ci vit à cheval sur plusieurs pays partageant le désert du Sahara. Au moment de la décolonisation ce peuple nomade a été découpé entre plusieurs Etats, comme d'autres peuples et d'autres ethnies ailleurs sur le même continent. Les régimes dictatoriaux qui ont vu le jour au moment des indépendances n'ont fait qu'aggraver les conditions d'existence des populations. Les Etats qui ont en partage le Sahara ne voient pas d'un bon œil le mode de vie nomade des Touaregs qui voyagent et commercent dans tout le Sahara sans forcément tenir compte des tracés frontaliers. Les Etats frontaliers les tolèrent plus ou moins mais ils voudraient tout de même les contrôler un peu plus. Le Mali connaît à peu près le même problème que le Niger. Mais les autorités ne connaissent que la méthode dictatoriale, accompagnée plus ou moins de discours paternalistes et démagogiques.

Les dirigeants qui se réclament de la cause touarègue misent quant à eux sur cet irrédentisme latent et qui éclatent parfois au grand jour pour s'en servir comme monnaie d'échange. Ils s'en servent pour monter en grade soit dans l'armée, soit dans l'administration, soit pour obtenir d'autres avantages lucratifs. La majorité de la population touarègue vit dans la misère, dans l'analphabétisme, sans infrastructure sanitaire, sans route, etc. Elle est victime de la même dictature et du même fléau du capitalisme qui frappent toutes les populations africaines. Et il n'y aura une véritable issue pour l'ensemble des déshérités que lorsqu'ils auront mis fin à ce système inhumain qu'est le capitalisme.

MALI - BURKINA

**CONFLIT FONCIER SANGLAN
ENTRE VILLAGEOIS
LE LONG DE LA FRONTIERE**

Le 29 juin dernier, une dispute entre deux agriculteurs dans le petit village de Ouoronkuy, situé dans la frontière entre le Burkina Faso et le Mali, s'est soldée par 8 morts et 3 blessés. Il s'agit d'une querelle sur la propriété d'un lopin de terre entre les habitants de deux villages (Ouanian et Ouoronkuy) espacés de 7 kilomètres.

Le préfet de Djabasso (département du Burkina dont relève cette zone frontalière) avoue que lui-même ne sait pas où passe la frontière entre les deux pays. «Actuellement, dit-il, il m'est impossible de vous dire de quel territoire relève la portion de terre. Les cartes dont nous disposons ne mentionnent la présence d'aucun des deux villages». Il semblerait selon ce même préfet qu'il y a eu déjà un affrontement en 1980 puis en 1985. Cette fois-ci il a fallu attendre dix jours après les affrontements pour que les ministres en charge de l'administration territoriale des deux pays se rencontrent et aillent ensuite à la rencontre des villageois pour apaiser les ressentiments. Il est heureux qu'ils n'aient pas mis le feu aux poudres. Ils ont tous deux déclaré publiquement qu'il n'y a pas de contentieux territoriale entre les deux pays et qu'ils vivent en bon voisinage. S'adressant aux villageois, le chef de la délégation burkinabè a déclaré : «Nos deux pays connaissent les limites frontalières. C'est plutôt la cohabitation entre vous qui n'est pas sereine». Rien de concret n'a cependant été décidé entre les autorités des deux pays pour que la cohabitation redevienne sereine entre les deux villages et surtout que de tels affrontements ne se répètent plus à l'avenir. Mais tant mieux tout de même si ce conflit entre villageois

ne se transforme pas en conflit militaire entre les deux pays.

Rappelons que le Burkina Faso (ex-Haute Volta) et le Mali (ex-Soudan) faisaient tous deux parties de l'AOF (Afrique occidentale française) sous la colonisation. C'est au moment de la décolonisation que l'impérialisme français avait tracé de manière totalement arbitraire et artificielle la ligne de démarcation entre les deux pays pour créer deux Etats indépendants. De part et d'autre on trouve les mêmes ethnies, parfois les mêmes familles devenant subitement de nationalités différentes. Là en l'occurrence les deux villages partagent la même langue, le bwamu, les mêmes ancêtres et les mêmes coutumes.

Mais de part et d'autre, depuis leur «indépendance», les dirigeants des deux pays ont plutôt cultivé le discours nationaliste même si jusqu'ici il n'y a jamais eu de guerre entre les deux pays. Mais il n'est pas dit que cette paix relative dure éternellement. Nous savons que les politiciens actuellement au pouvoir ou aspirant à y parvenir sont capables d'attiser les braises là où il y en a ou à en créer là où il n'y en a pas, pour satisfaire leurs ambitions personnelles. On a pu le constater pas loin, en Côte d'Ivoire où le pays est coupé en deux depuis 2002. Il y a déjà eu de nombreux morts. Certains en ont été chassés parce que désignés comme des «étrangers» bien qu'y étant nés. D'autres ont perdu leurs terres sous prétexte que ces terres n'appartiendraient pas à leurs ancêtres. Les politiciens assoiffés de pouvoir ou en difficulté sur leur trône ont attisé tous ces conflits lorsque que cela les arrangeait. On n'en est pas là,

heureusement, entre le Mali et le Burkina Faso. Mais les travailleurs et les petits paysans n'ont aucune raison de faire confiance aux diri-

geants de ces deux pays pour défendre leurs intérêts actuels et futurs.

CHEMIN DE FER DAKAR-BAMAKO LA TROISIÈME GRÈVE EN DIX MOIS

Le 12 juillet dernier, le chemin de fer Dakar-Bamako était paralysé par une grève de 72 heures. C'est la Fédération des travailleurs du Transrail (FET-RAIL), syndicat regroupant des cheminots sénégalais et maliens, qui a été à l'origine de cette grève pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail.

Pierre Ndoye, le secrétaire général de ce syndicat a fait une déclaration à la presse pour expliquer les motifs de cette grève. «Nous avons paralysé le trafic de Dakar à Bamako. Nous voulons de bonnes conditions de travail et de rémunération» a-t-il déclaré. Les travailleurs en grève «exigent notamment la renégociation d'un système de rémunération instauré en février dernier avec une nouvelle grille faisant baisser nos salaires et pour dénoncer l'absence d'investissement du repreneur qui s'était engagé à renouveler et renforcer la voie». Ils protestent également contre les retards dans le paiement des salaires de juin. Le représentant de la direction de Transrail s'est contenté de dire que : «Actuellement, tout est bloqué au Sénégal et au Mali». Il a laissé entendre que des négociations allaient s'ouvrir avec les grévistes «dès que possible».

En l'espace de dix mois Transrail a connu au moins trois mouvements de grève paralysant partiellement ou entièrement l'axe Dakar-Bamako. Les revendications tournent toujours autour des mêmes sujets : conditions de vie et de travail. Le 4 septembre 2005 il y a eu une grève de 48 heures. Face au mépris de la direction, les

grévistes avaient organisé un sit-in devant le bureau de la direction à Thiès. Il fut saccagé par les travailleurs en colère. La direction promit d'entamer des négociations. Mais les travailleurs connaissaient déjà ce refrain. La direction précédente avait déjà promis des choses qui restèrent sans suite. Lorsque la nouvelle direction arriva, elle déclara qu'elle n'était pas tenue par les engagements de la direction sortante. Le travail reprit néanmoins sur la ligne mais la colère des travailleurs n'était pas retombée.

Le 14 juin 2006 une nouvelle grève de 48 heures éclata. En plus de leurs revendications précédentes non satisfaites, les grévistes exigent la réintégration de 11 agents licenciés abusivement. Suite à des négociations, ceux-ci ont été réintégrés mais les autres revendications portant sur les salaires ont été tout simplement ignorées par la direction qui les remit pour plus tard.

Ce dernier mouvement déclenché le 12 juillet dernier n'est donc que la suite logique des actions précédentes. La direction de Transrail cherche une nouvelle fois à gagner du temps alors qu'elle a les moyens financiers pour améliorer les conditions de travail et les salaires des cheminots. Cette société rapporte pourtant de l'argent selon les déclarations officielles de la direction elle-même.

Rappelons que le chemin de fer Dakar-Bamako, long de près de 1600 kilomètres, a été privatisé le 1^{er} octobre 2003. La gestion de la ligne a été confiée au groupe canado-

français, Canac-Getma, qui détient 51% des actions tandis que le Mali et le Sénégal n'en détiennent que 10% chacun. La nouvelle société fut baptisée Transrail. Cette privatisation a eu comme conséquence presque immédiate le licenciement ou la mise à la retraite forcée de plusieurs centaines d'employés. L'effectif total actuel est 1560 employés répartis entre le Sénégal et le Mali. Son siège social fut implanté à Bamako tandis que le centre technique resta à Thiès, au Sénégal. Cette privatisation a rapporté, dit-on, 15 milliards de francs Cfa au Mali et au Sénégal avec une redevance de 500 millions de F Cfa dans les premières années d'exploitation. Au bout d'une année d'exploitation, la direction de Transrail annonçait un chiffre d'affaire de près de 20 milliards de

F Cfa. Le trafic de marchandises a augmenté de 75% entre 2003 et 2004, passant de 20 000 à 35 000 tonnes par mois. Elle s'était donné comme objectif d'atteindre les 45 000 tonnes par mois pour les prochaines années. Mais les chiffres des bénéfices ont été soigneusement cachés pour que les travailleurs n'en sachent rien et ne revendiquent pas des augmentations conséquentes de leurs salaires. Mal lui en a pris puisque des grèves ont éclaté au moment où la direction disait que tout allait bien. Jusqu'ici elle a réussi à chaque fois à faire reprendre le travail en promettant des négociations pour plus tard. Mais à force de ne pas tenir ces promesses et de mépriser les travailleurs, elle finira par récolter la tempête sociale des travailleurs en colère.

SÉNÉGAL

TRAFIC DE PRODUITS PÉRIMÉS UN DANGER POUR LA POPULATION

La brigade départementale d'hygiène de Louga a procédé à la saisie de produits périmés lors d'une opération "coup de poing" au marché central et dans certaines boutiques de la ville. Cette opération s'est effectuée à la suite de nombreuses plaintes de la population de Louga. En effet, il est très facile de trouver dans le commerce des produits alimentaires périmés tels que les boîtes de conserves de tomate, du beurre ou autres. On y trouve également des produits pharmaceutiques périmés ou de contrefaçon.

Ce type de produits en bon état est trop cher pour la majorité de la population. Du coup le marché de produits périmés est florissant. C'est ainsi que 80% des médicaments contrefaits depuis des laboratoires clandestins situés en Asie seraient envoyés en Afrique. Certains d'entre eux sont inefficaces, d'autres

dangereux voire mortels. Ces produits se répandent d'autant plus facilement en Afrique que les trusts pharmaceutiques, pour maintenir leurs profits, refusent de baisser le prix des produits vendus en Afrique. En même temps ils interdisent aux pays du Tiers monde de fabriquer des génériques de médicaments comme par exemple ceux qui permettent de combattre le sida. A l'heure actuelle, des millions de personnes meurent chaque année de maladies comme le paludisme ou la tuberculose alors qu'il existe des traitements efficaces. Mais les populations n'y ont pas accès faute de moyens.

Le chef de brigade de Louga se vante d'avoir des saisies pour une valeur totale de plus de 800 000 francs Cfa. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. De plus, ce n'est que de la poudre aux yeux. Bien de gros commerçants sont de

mèche avec les politiciens ou les hauts fonctionnaires. Ils sont souvent à la tête de toutes sortes

de trafics de marchandises et passent les douanes avec la complicité des gens hauts placés.

LES DICTATEURS AFRICAINS FACE AU CAS HABRÉ ON EST MIEUX SERVI QUE PAR SOI-MÊME !

Lors de leur sommet du 2 juillet dernier à Banjul, les dictateurs africains de l'Union Africaine (UA) ont décidé comme un seul homme, que finalement l'assassin Hissen Habré, ex-président du Tchad ne sera pas extradé vers la Belgique mais jugé sur place à Dakar où il est en exil depuis 1990.

De Khadafi à Obasandjo en passant par Thabo Mbeky et Bongo, tous ont fait mine de s'indigner devant l'idée qu'un des leurs puisse être traîné en justice à l'extérieur du continent. Nous les Africains, disent-ils, sommes capables de traiter ce genre de cas en Afrique même et entre Africains sans avoir recours à la justice belge. Ce genre d'argument faisant référence au nationalisme africain semble plaire à certain milieu petit bourgeois africain. Mais ce que veulent surtout les dirigeants africains en sauvant la tête d'un des leurs c'est de se protéger eux-mêmes contre ce qui pourrait leur arriver peut-être demain. Les contorsions de la justice sénégalaise sur le cas de Habré illustrent parfaitement l'envie de nos dirigeants de se donner une immunité à vie. Par deux fois la justice sénégalaise a refusé de statuer sur le dossier Habré; en novembre dernier, elle s'était déclarée "incompétente" pour le juger parce que, avançait-elle, les crimes reprochés à ce dernier ne s'étaient pas déroulés au Sénégal. Comme le sort de ce colis encombrant est de nouveau entre les mains d'Abdoulaye Wade, cela veut dire que son hôte va continuer à vivre paisiblement à Dakar pour y faire

des affaires avec les milliards de francs CFA qu'il avait détournés des caisses de l'Etat tchadien. C'est depuis 1990 que celui-ci, victime d'un coup d'Etat perpétré par son ancien compagnon du maquis, Idriss Déby, vit à Dakar où il a trouvé asile politique. Habré a fait tuer et torturer des milliers de gens qui se sont opposés à sa politique dictatoriale. La DDS, la police politique qu'il a créée, a tué, emprisonné, battu et torturé sans retenue et sans état d'âme. On parle de 40 000 morts et 200 000 victimes de tortures. Les parents des victimes pensaient que Déby allait demander au Sénégal l'extradition de cet assassin pour être jugé à Ndjaména. Mais ce fut la déception; il ne l'avait pas fait. Et pour cause ! Car le procès de Habré allait l'éclabousser, lui qui était à l'époque son second couteau.

Les choses en sont restées là jusqu'en 1999 quand certaines de ses anciennes victimes vivant en Belgique ont décidé de porter plainte contre leur bourreau pour "crimes contre l'humanité". La Belgique a enregistré cette plainte, et demandé aux autorités sénégalaises de faire extraditer Habré à Bruxelles pour y être jugé.

Nos dirigeants ont donc décidé entre eux que si Habré doit être jugé ce sera à Dakar. Du coup tout le dossier déjà constitué contre lui en Belgique, comme les témoignages, ne sera pas valable au Sénégal. Autant dire que ce n'est pas demain que cet assassin va payer ces crimes. Il peut dire merci à ces amis dictateurs.

T C H A D

QUAND TOUMAÏ SERT DE PRÉTEXTE POUR FAIRE DÉGUERPIR DES HABITANTS DES QUARTIERS PAUVRES

Sous prétexte de construire un musée qui s'appellera Toumaï, pour y accueillir le crâne du même nom découvert au nord du Tchad par une équipe franco-tchadienne de paléontologues, le gouvernement tchadien a décidé de détruire, sans concertation, sans indemnités, certaines cases et maisons de trois quartiers populaires, Habena, Kamnda et Atrone, situés à la périphérie de Ndjaména.

Tant mieux s'il y a un nouveau musée consacré à l'origine de l'homme à Ndjaména. Il permettra peut-être à une génération de la jeunesse de comprendre un peu mieux le processus de l'évolution et combattre de ce fait les idées réactionnaires fondées sur la religion et autre forme d'obscurantisme. Mais c'est la décision arbitraire du gouvernement de raser certaines habitations qui est révoltante.

Les habitants, au courant du projet se sont organisés pour faire face à ce déguerpissement. Ils ont mis en place un "Comité de crise" qui a alerté la presse et les associations des droits de l'homme. Le jour où les agents du cadastre sont venus pour effectuer des levés topographiques en vue des expulsions

les populations de quartiers concernés sont sortis massivement, parfois armées d'armes blanches, de cailloux pour montrer leur mécontentement et afficher leur détermination; elles ont manifesté en occupant les rues, barrant ainsi la voie aux agents du cadastre. Sur les banderoles des manifestants, on peut lire notamment : "Non à l'expropriation arbitraire". "

Un habitant interrogé, déclare: "Je suis à la retraite et on veut me déloger d'une maison que j'ai pu bâtir après plus de 20 ans d'activités." Un autre : "Je viens d'habiter ma maison après 23 ans de location. On veut que je parte où exactement? "

Devant la mobilisation inattendue des habitants, les agents du cadastre ont battu en retraite, et le gouvernement semble avoir reculé. Mais pour combien de temps? Si le mouvement ne faiblit pas, s'il arrive à entraîner dans son sillage d'autres quartiers populaires de la capitale, le gouvernement réfléchira par deux fois avant de se lancer dans des opérations qui portent atteinte au respect et à la dignité des populations des quartiers pauvres.

DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PÉTROLE EN GRÈVE

Le 4 juillet dernier, plus de 400 travailleurs de la filiale tchadienne d'une société d'exploitation de pétrole se sont mis en grève pour protester contre les disparités de salaire entre les employés tchadiens et leurs collègues étrangers. Ils réclament une augmentation de 100% de leur

salaire. Mais la direction générale d'Esso en commun accord avec le gouvernement et les dirigeants syndicaux proposent 25 % d'augmentation.

Les travailleurs ont cependant accepté cette petite augmentation mais à son tour, Esso traîne les

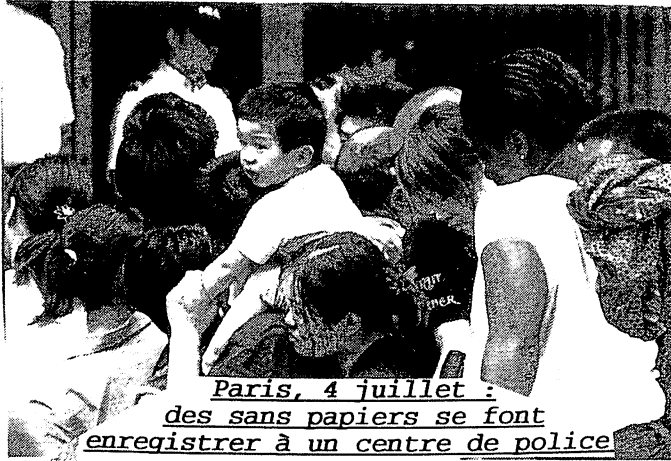
pieds. Les employés se sont remis en grève pour trois jours. Si la direction ne fait toujours pas de geste, ils vont durcir le mouvement, avertit un dirigeant syndical. Alors

elle s'est dépêchée pour proposer 7,5% d'augmentation, aussitôt rejetée par les travailleurs.

Le bras de fer continue.

NON AUX EXPULSIONS ! OUI A LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Le 11 juillet, plus d'une cinquantaine de représentants des Etats européens et africains se sont



réunis à Rabat au Maroc, pour mettre au point une politique commune en vue de lutter contre le flux migratoire. Beaucoup de discours hypocrites ont été prononcés par les uns et les autres sur le fait qu'il faudrait "lutter contre la misère", "créer des emplois en Afrique" afin que les ressortissants des pays pauvres de ce continent ne soient pas tentés par l'émigration vers les pays européens. Les représentants d'Europe à cette conférence se défendent de vouloir "fermer les frontières mais plutôt de développer l'immigration légale". Mais quoi qu'ils disent la véritable raison de leur réunion à Rabat est de mettre en oeuvre une politique draconienne pour durcir les mesures contre l'immigration clandestine tant du côté africain qu'euro-péen. Les dirigeants des pays riches veulent accélérer les expulsions et veulent que les dirigeants des pays africains comme le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, le Niger et bien

d'autres leur facilitant la tâche en acceptant plus facilement plus rapidement les expulsés sur leur sol. Il est demandé aussi aux Etats africains de durcir leur législation et de punir ceux qui parmi les Africains quittent leur pays à destination de l'Europe, sans visa et sans autorisation d'émigrer. Bref, tous ces dirigeants veulent rendre encore plus difficile l'entrée en Europe à tous ceux qui n'y sont pas invités.

Mais si des centaines, voire des milliers d'Africains tentent leur chance, parfois au péril de leur vie, pour venir dans les pays riches d'Europe, ce n'est pas pour leur plaisir, ni pour faire du tourisme. C'est la misère qui sévit en Afrique, c'est le manque de travail sur place qui les pousse à émigrer. C'est pour nourrir leur famille, pour soigner et éduquer leurs enfants. Et cette misère qui frappe de plus en plus de personnes en Afrique, et qui tue à petit feu, ne tombe pas du ciel. C'est la conséquence directe du pillage du continent africain par les puissances impérialistes. C'est le résultat de ce système capitaliste qui ne se soucie que des profits d'une toute petite minorité de privilégiés et de parasites au détriment de la grande majorité. Et tant que cette misère frappera les populations des pays pauvres, il y a aura toujours des candidats à l'émigration, même si les conditions deviennent plus pénibles ou plus risquées. C'est une question de survie. Alors, il faut arrêter de faire la chasse aux clandestins, arrêter les expulsions et régulariser tous ceux qui en font la demande.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnicité, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.